

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21629 - 80ÈME ANNÉE

## 1949, il y a 75 ans, Raymond Vergès



**Le 2 juillet de l'année dernière, date anniversaire de la disparition du Dr Raymond Vergès, à notre demande, une Avenue a été dédiée à cette personnalité par la municipalité de Saint-André, et une stèle rappelant brièvement le parcours de ce grand homme.**

Malgré tout, un fait reste certain, la vie du Dr Vergès, son histoire, ses luttes restent encore aujourd'hui trop méconnues, notamment par la nouvelle génération.

Aussi, est-il bon de rappeler que le Dr Raymond Vergès n'a pas été seulement député, co-auteur de la loi abolissant le statut colonial de la Réunion, médecin des pauvres, maire de Saint-Denis, de Salazie

et de Saint-André, mais aussi un combattant contre la répression et les fraudes électorales, et ce jusqu'à sa mort, le 2 juillet 1957, à Saint-André.

Dans un ouvrage édité, à l'occasion de la célébration du 50 e anniversaire du décès du Dr Raymond Vergès, notre regretté Eugène Rousse disparu le 3 décembre 2019 raconte ce qui s'est passé, en 1949, il y a 75 ans.

### 1949 : UNE ANNÉE IMPORTANTE

L'année 1949 est une année particulièrement importante dans la vie du Dr Vergès. Le 25 janvier de cette année, son élection du 10 novembre 1946, ainsi que celles des deux autres députés réunionnais est enfin validée. Le 7ème bureau de l'Assemblée Nationale, chargé de l'examen de ce dossier au Palais Bourbon, avait hésité à plusieurs reprises à cautionner les résultats de scrutins grossièrement truqués, notamment dans les communes de Saint-Joseph et de Saint-Benoit :

A Saint-Joseph, les résultats proclamés étant les suivants :

- Liste Babet : 6 463 voix
- Liste Vergès : 2 voix !!!!
- 

A Saint- Benoit,

- la liste Babet : 5 395 voix
- la liste Vergès : 0 voix !!!

Le Dr Raymond Vergès recouvrait la totalité de ses prérogatives parlementaires. L'envoi d'une commission d'enquête dans l'île n'ayant pas été jugé opportun après



d'interminables débats , le 7ème bureau demande toutefois à l'Assemblée d'adopter la motion suivante :

« ...l'Assemblée Nationale décide d'inviter le gouvernement à appliquer après enquête complète les mesures propres à assurer la sincérité des élections à la Réunion... ». Motion adoptée à l'unanimité.

Victime de la fraude électorale, le Dr Raymond Vergès sera amené à la combattre sans relâche et avec un courage admirable aux côtés des démocrates réunionnais. Le gouvernement ne tiendra hélas aucun compte du souhait exprimé par l'Assemblée Nationale. La droite locale y verra un encouragement à truquer les élections.

A suivre ...

**Paul Dennemont**

## **La CGT envisage une mobilisation sociale fin septembre/début octobre**

**La secrétaire générale du syndicat met en avant des revendications liées à la réforme des retraites et au budget de l'État pour l'an prochain.**

La CGT prévoit de construire une «mobilisation» sociale pour «fin septembre, début octobre», a déclaré sa secrétaire générale, Sophie Binet, dimanche, évoquant notamment l'abrogation de la réforme des retraites et le budget de l'État pour 2025.

«La CGT construira une mobilisation à la rentrée avec toutes celles et ceux qui le souhaitent fin septembre début octobre. Je ne suis pas sûre que tous les syndicats y soient, mais ce n'est pas un drame», a affirmé la numéro un de la CGT dans un entretien accordé à La Vie Ouvrière, le magazine des militants du syndicat.

Sophie Binet n'a pas précisé les mots d'ordre de cette future mobilisation, ni les détails, mais les revendications évoquées au fil de l'entretien ne manquent pas : abrogation de la réforme des retraites ou budget 2025 accusé d'être préparé «sur une base 'austéritaire' violente».

«Nous travaillons à une rentrée offensive sur l'abrogation de la réforme des retraites, les salaires, les services publics, la réindustrialisation, l'égalité entre les sexes, etc.», a promis Sophie Binet.

La secrétaire générale de la CGT a fustigé le président français Emmanuel Macron, accusé d'enfreindre «la logique institutionnelle» en ne nommant pas Lucie Castets, la candidate proposée par le Nouveau Front Populaire (NFP) pour Matignon.

«Le président a décrété la trêve olympique par une forme de volonté royale, mais il n'y a pas eu de trêve dans la casse sociale avec, cet été, des attaques fortes sur l'emploi notamment dans l'industrie», a pointé Sophie Binet.

«Sur nos luttes, nous n'avons aucun interlocuteur, ce sont les pleins pouvoirs patronaux !», a-t-elle complété.

En interne, Sophie Binet s'est félicitée de quelque 70.000 nouveaux syndiqués suite aux mobilisations contre la réforme des retraites et précise que «dans la dynamique d'entre-deux-tours» des élections législatives pour lesquelles le syndicat avait exceptionnellement appelé à voter pour le NFP, 3000 à 4000 personnes ont rejoint la centrale.

## **Le FLNKS appelle la communauté internationale à soutenir le processus de décolonisation**

**Le FLNKS a demandé notamment aux "frères du Pacifique" assemblés lors du Sommet du Pacifique, à "prendre en considération les remarques et les recommandations des rapporteurs spéciaux auprès de l'ONU", qui "s'alarment de la situation du peuple autochtone kanak" dans une déclaration, diffusée en début de semaine.**

La déclaration faite par quatre rapporteurs spéciaux des Nations unies à propos de la crise calédonienne semble porter ses fruits pour les défenseurs des droits des Kanaks, car le haut-commissaire de la République, l'ambassadrice de France dans le Pacifique et des formations loyalistes ont tenté de démentir voir de réfuter les remarques faites par les rapporteurs.

D'autres, au contraire ce sont appuyés sur leurs analyses pour demander des comptes à l'Etat français, comme l'ont fait le conseil coutumier de l'aire Hoot ma Whaap et le FLNKS.

### **"Profonde gratitude" des indépendantistes**

Le front indépendantiste *"exprime sa profonde gratitude"* envers les experts auprès de l'ONU, *"qui ont dénoncé et alerté le monde sur les pratiques coloniales de l'Etat français à l'encontre de notre population"*.

Laurie Humuni, secrétaire générale du RDO, la composante du FLNKS en charge d'animer le bureau politique, *"réitère son appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne le processus de décolonisation engagé en Kanaky Nouvelle-Calédonie"*.

Le front indépendantiste a demandé aux

*"frères du Pacifique, qui seront présents au sommet du Groupe Fer de lance mélanésien et au Forum des îles du Pacifique à compter de ce 26 août à Tonga, de prendre en considération les remarques et les recommandations des rapporteurs spéciaux, qui reflètent la réalité de ce que traverse le peuple kanak depuis le 13 mai, afin qu'elles soient adoptées comme futures résolutions de ces instances"*.

Cette demande a également été adressée au comité C24 de décolonisation, au comité des droits de l'Homme et à l'Assemblée Générale des Nations unies.

### **"Arrêt des interventions sur terres coutumières sans consentement"**

Le conseil national des chefs évoque aussi cette déclaration, dans une communication datant du 23 août. Inaat ne Kanaky remercie les experts de l'ONU *"pour le travail accompli pour la cause kanak"*.

Il *"s'associe à tous les grands chefs et autorités coutumières du pays pour exiger l'arrêt immédiat des interventions des forces de l'ordre de l'État français sur terres coutumières sans leur consentement préalable libre et éclairé dans leurs zones d'influences respectives"*.

Les experts de l'ONU avait déclaré, dans leur rapport du 19 août, que *"la tentative de démantèlement de l'Accord de Nouméa porte gravement atteinte à leurs droits humains et à l'intégrité du processus global de décolonisation"*.

*"Le gouvernement français n'a pas respecté les droits fondamentaux à la participation, à la consultation et au consentement libre, préalable et éclairé des Peuples Autochtones Kanaks et de ses institutions, y compris le Sénat coutumier",* ont averti les experts.



## Cuba an gran difikilté sétanssi...

**Somenn passé nout zoinal Témoignages la anparl anou Cuba épi in kriz sossyal konm lo péi la pa konu dopi plizyèr z 'ané. Forsséman in sityassion parèye dann in péi konm Cuba sa i fé anou kékshoz pars final de konte sé lo pèp k'i soufèr d'in kriz parèye malgré toute bann sikssé la révolission Cubène la ranporté dopi 1959 ziska zordi.**

Ni koné bien la pa Cuba solman lé dann la kriz Ni koné ossi souvan défoi bann péi an kriz sé pars zot lé pri dann in sistèm internassyonal injust i anpèsh azot dévlope zot lékonomi épi zot sossyéte konm k'i fodré. Ni koné galman souvan défoi déssèrtin péi lé dann in kriz agravé pars zot gouvèrnman i amenn pa in bone politik avèk konm objéktif lo bien-être zot popilassion.

Mé dann lo ka d'Cuba dizon i fo pa ni anparl toute bann rézon-la, mé sinploman solon Salim Lamrani zot shomin lé boushé partou par lo shèf de file lo monde di lib é sé Lé zétazini d'Amérik k'i anpèsh lo péi d'avoir bann rolassion normal avèk zot gran voisin, mé galman avèk in bonpé péi lé sou la ménass in sankssion amérikène pou lo

ka zot noré bann rolassion normal avèk Cuba- ni pé galman anparl la konplissité lérop ki koné arienk lalignman dsi lé z'USA.

Salim Lamrani-profèssèr liniversité La Rényon- sé in spéssyalist bann rolassion rante Cuba épi lé zétazini é na poin arien k'i ésape ali dann son bann zanaliz é pou sak i lir son bann zartik épi son bann liv, sirèssèrtin sé lé USA lé résponsab an promyé si zordi Cuba lé dann difikilté konm li lé d'dan – Lé zétazini épi toute in kantité péi i amenn in politik avèk la lashté konm prinssip gouvèrnman san parl la koripssion zénéralizée.

Mézami si mi ékri azot sa zordi sé pars i fo pa ni gnor lo gran traka bann cubin épi zot gouvèrnman mé i fo pa ni kontante anou avèk bann foss zékplikassion bann télé i done anou é sirtou ké ni rode par nou mèm lésplikassion lo gran traka lo pèp cubain koméla é si ni gingn fé kékshoz-si pé ké ni gingn i fo ni fé.

A bon antandèr salu !

**Justin**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433